REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

oooooooooooooooooooooooooooo

AUDIENCE PUBLIQUE DE VACATION DU 04 AOUT 2025

**ORDONNANCE
DE REFERE N°
111/25 du 18 août
2025**

Le juge de l'exécution, en son audience publique de vacation du quatre août deux mille vingt-cinq, statuant en matière commerciale tenue par **Madame FATI MANI TORO**, Présidente du Tribunal par délégation, assistée de **Maitre MAZIDA SIDI**, Greffière, a rendu l'ordonnance dont la teneur suit:

AFFAIRE :

**LA SOCIETE
NIGER LAIT SA**

*(Me HALIMA
DIALLO)*

C/

**LA CNSS
(SCPA
MANDELA)**

Entre

SOCIETE NIGER LAIT : Société Anonyme avec conseil d'administration au capital de 508 860 000 FCFA ayant son siège social à Niamey, zone industrielle, BP : 13 324 Niamey ; RCCM N°NI-NIM-2004-B 555 représentée par sa Présidente Directrice Générale, *assistée de Maitre Halima Diallo, Cabinet d'Avocats DIALLO & SAMBARE, rue 012, à l'angle de l'avenue du Kawar, Cité STIN, Yantala 3^e latérite, B.P. 12.805, Tél : 20.35.35.09/96.44.53.09 Niamey-Niger, en l'étude duquel domicile est élu pour la présente et ses suites ;*

**Demanderesse
D'une part ;**

COMPOSITION

PRESIDENT :

Mme FATI MANI
TORO

GREFFIER :

Me MAZIDA
SIDI

Et

LA CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE(CNSS), établissement public à Caractère social, avec conseil d'administration dont le siège social est à Niamey, BP : 255, agissant par l'organe de son Directeur Général, assistée de la *SCPA MANDELA, avocats associés, 486, avenue des Zarmakoy, quartier Plateau- Niamey, BP : 12 040, Tel : 20 75 50 91/ 20 75 55 83, en l'étude duquel domicile est élu pour la présente et ses suites ;*

**Défenderesse
D'autre part ;**

Le juge de l'exécution

Par acte d'huissier en date du 08 mai 2025, la société Niger Lait SA assignait la caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) devant le juge de l'exécution afin de recevoir l'action en la forme et de dire que le commandement de payer en date du 29 avril 2025 est nul et de nul effet ; condamner la CNSS au dépens ;

Elle indique que la CNSS sollicitait et obtenait du président du tribunal du travail de Niamey une contrainte en date du 1^{er} avril 2025 lui ordonnant le paiement de la somme de 88 739 911 FCFA en principal et frais ;

Elle sollicite par correspondance du 03 octobre 2024, un échéancier de paiement aux vues des difficultés qu'elle rencontre mais elle reçoit le 29 avril 2025, la signification d'un commandement de payer sous huitaine ladite somme ;

Or, en vertu de l'article 89 alinéa 3 de la loi 65-23 du 15 mai 1965 relatives au contentieux de sécurité sociale, la contrainte ne deviendra exécutoire qu'après l'expiration du délai de 15 jours pour relever opposition et qu'ainsi, aucune voie d'exécution forcée ne peut être envisagée avant l'expiration dudit délai, indique – telle ;

Elle soutient en vertu des articles 1-14 et 92 de l'AUPSRVE que son action est recevable et demande, en vertu de l'article 79 du code de procédure civile, la nullité dudit commandement de payer pour erreur sur la mention de l'identité de sa représentante légale qui est Madame Zeinabou Maidah au lieu de Madame Issou Kado Zeinabou Maidah ;

Par conclusions en date du 28 juin 2028, la CNSS, par le biais de son conseil, sollicite du tribunal de déclarer régulier l'action de Niger lait en la forme et au fond, de constater que le commandement de payer servi en date du 29 avril 2025 est conforme à la loi et rejeter les demandes les demandes de la société Niger Lait ;

Elle explique que la société Niger lait est sa débitrice au titre d'arriérés de cotisations sociales d'une somme de 88 739 911 FCFA ; après plusieurs mises en demeure restées infructueuses, en vertu des articles 86 à 89 de la loi N°65-23 du 15 mai 1965 relative au contentieux de la sécurité sociale, elle délivre contre elle une contrainte en date 25 mars 2025 visée et rendue exécutoire par le président du tribunal de travail de Niamey le 01 avril 2025 ; puis par acte d'huissier en date du 29 avril 2025, elle lui signifiait un commandement de payer la somme de 95 452 939 FCFA ;

Muni de la grosse en forme exécutoire de la contrainte, elle pratiquait des saisies attributions de créances sur les comptes de la société Niger qui se sont avérées, d'ailleurs, infructueuses ; Celle-ci formait opposition contre ladite contrainte mais aussi contre le commandement qu'elle estime nul ;

Elle soutient que son titre exécutoire, auquel la société Niger Lait fait une lecture erronée, est conforme aux dispositions de l'article 89 de la loi N°65-23 de ladite loi et à l'article 33 de l'AUPSRVE ;

Elle estime aussi qu'il n'y a aucune violation de l'article 92 de l'AUPSRVE qui ne peut avoir application en l'espèce pour avoir pratiqué des saisies attribution en vertu de la contrainte signée du président du tribunal de travail de Niamey en date du 1^{er} avril 2025 ;

Aussi, disposant d'un titre exécutoire constitué de la contrainte revêtue de la formule exécutoire constatant une créance certaine liquide et exigible, elle n'avait pas besoin d'un commandement préalable pour procéder au recouvrement de sa créance au sens de l'article 153 de l'AUPSRVE sachant que la procédure de recouvrement des cotisations sociales est encadrée et régie par la loi sur le contentieux de la sécurité sociale, souligne -t-elle ;

Ainsi, la notification régulière de ladite contrainte la dispense de servir un commandement de payer avant toute saisie, de ce fait, ce moyen doit être rejeter, déclare -t-elle ;

Elle estime qu'il n'y a pas violation de l'article 79 du code de procédure civile susceptible d'entraîner la nullité du commandement de payer en l'absence de la preuve d'un grief en vertu de l'article 134 du code de procédure civile et de la jurisprudence constante ;

Aucune erreur sur le nom de l'organe qui représente légalement la société Niger lait n'a été commises s'il est vrai qu'en droit civil il existe le nom de naissance et le nom du mari et qu'il facile de relever qu'il a été mentionné Madame Issouf Kado Zeinabou Maidah en sa qualité de Directrice de la société Niger Lait, ajoute – t-elle ;

Dès lors, l'appellation par le nom du mari ne crée ni confusion et n'entrave pas l'identification de sa personne concernée, s'agissant d'une erreur matérielle, elle ne saurait entacher la validité de l'acte de commandement sachant que la débitrice a pu être identifiée et a pu organiser sa Défense, relève -t-elle ;

Par conclusions responsives en date du 10 juillet 2025, la société Niger Lait SA sollicite de déclarer recevable son action ; déclarer nul le commandement

de payer et ordonner la main levée de la saisie attribution pour caducité et fond, constater la suspension de l'exécution de la contrainte ;

Elle estime d'abord que le commandement de payer est nul en vertu des articles 92 et 1-14 de l'AUPSRVE pour avoir pratiqué une saisie attribution sur la base dudit commandement avant l'expiration d'un délai de 8 jours impartis ;

La saisie attribution du 07 mai 2025 est caduque pour absence de dénonciation en vertu de l'article 160 de l'AUPSRVE et mérite une mainlevée de celle-ci, indique-t-elle ;

Quant au fond, elle sollicite de constater l'interruption de la contrainte en vertu de l'article 89 de la loi sur le contentieux de la sécurité en raison de l'opposition par elle faite le 09 mai 2025 qui est pendante devant le président du tribunal de travail ;

A la barre du tribunal, les parties représentées par leur conseil respectifs ont plaidés le dossier ;

En effet, la CNSS par le biais de son conseil, souleve une exception d'incompétence de la juridiction de céans au profit du tribunal de grande instance hors classe de Niamey en soutenant que la CNSS en tant qu'établissement public à caractère administrative a saisi la juridiction de céans en matière d'exécution sur la base de l'article 49 de l'AUPSRVE alors que le commandement de payer, en l'espèce, n'est une mesure d'exécution forcée en vertu de la jurisprudence ;

En réplique, la société Niger Lait par le biais de Me Mikahilou substituant Me Halima Diallo soutient que la compétence du tribunal de céans se fonde sur l'article 17 de la loi sur les tribunaux de commerce en sa qualité de commerçante et de l'article 49 de l'AUPSRVE ;

Pour sa part, la CNSS soutient que la question de compétence étant d'ordre public qui peut être relevée d'office par le juge et que la cause était déjà dans les débats ; elle estime que la contrainte étant un acte administratif du président du tribunal du travail de Niamey, en vertu des articles 430 et 459 du code de procédure civile, il revient à celui-ci d'être juge de l'exécution des décisions qu'il rend ; elle indique que l'article 17 sur les tribunaux de commerce ne s'applique pas, en l'espèce, s'agissant d'une contestation civile même si le demandeur est un commerçant ; elle conclut que l'article 68 de la loi sur les tribunaux de commerce prévoit la compétence du président de la juridiction commerciale lorsque le titre émane de lui alors que l'article 430

du code de procédure civile prévoit la compétence du président du tribunal de grande instance en matière d'exécution lorsque le titre émane de lui ;

Par note en cours de délibéré du 11 août 2025, la société Niger lait SA soutient le rejet de cette exception en vertu de l'article 17 de la loi sur le tribunal de commerce qui consacre la compétence du tribunal de céans pour des contestations portant sur un objet civil lorsque le demandeur est commerçant et du fait de l'application de l'acte uniforme ;

Discussion

En la forme

Du caractère de la décision

Les parties ont été représentées par leurs conseils respectifs ; il sera statué contradictoirement à leur égard ;

De la compétence du tribunal

La CNSS soulève l'incompétence du tribunal de céans en soutenant que le commandement visé n'est pas une mesure d'exécution au terme de l'article 49 de l'AUPSRVE et qu'il appartient à la juridiction à l'origine d'un titre de connaître ses difficultés d'exécution ; ainsi, la contrainte étant un acte administratif du président du tribunal du travail de Niamey, il revient, en vertu des articles 430 et 459 du code de procédure civile, de connaître des difficultés liées à son exécution ;

La Société Niger Lait, par le biais de son conseil, soutient le rejet de cette exception en vertu de l'article 17 de la loi sur les tribunaux de commerce et 49 de l'AUPSRVE.

Aux termes de l'article 49, alinéa 1er, du nouvel AUPSRVE, « *En matière mobilière, le président de la juridiction compétente dans chaque Etat partie ou le juge délégué par lui connaît de tout litige ou toute demande relative à une mesure d'exécution forcée ou à une saisie conservatoire* » ;

Selon l'article 68 de la loi 2019-01 du 30 avril 2019 sur les tribunaux de commerce, « *la juridiction compétente pour statuer sur toute demande relative à une mesure d'exécution forcée ou à une saisie conservatoire est le président du tribunal de commerce ou le magistrat délégué par lui. La procédure suivie est celle prévue par l'Acte uniforme de l'OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution* » ;

Il résulte de ces textes qu'en tout litige ou toute demande relative à une mesure d'exécution forcée ou à une saisie conservatoire, la compétence est dévolue au président du tribunal de commerce en vertu de la procédure prévue par l'acte uniforme OHADA ;

Dès lors, sa saisine en tant que juge du contentieux de l'exécution est déterminée par la nature du contentieux à lui soumis qui doit être une demande relative à une mesure d'exécution forcée ou une saisie conservatoire ; dans ces circonstances, la procédure applicable est celle relative à l'Acte Uniforme OHADA qui fonde, en vertu de l'article 17 de la loi sur les tribunaux de commerce, la compétence de la juridiction de céans ;

En l'espèce, le litige est relatif à une mesure d'exécution forcée d'un titre exécutoire conformément à la compétence de la juridiction de céans ;

En effet, bien que la défenderesse soutienne que le litige présent étant relatif au commandement de payer, celui-ci n'est pas une mesure d'exécution pour justifier de la compétence du juge de l'exécution au sens de l'article 49 précité, il importe de noter que l'objet du litige a été modifié par la demande sur la saisie attribution créance à travers la demande additionnelle du demandeur contenue dans ses conclusions d'instances ;

Il s'ensuit qu'en vertu des textes précités et de la jurisprudence constante, la juridiction de céans demeure compétente peu importe l'origine du titre exécutoire ;

A ce titre, la CCJA a même précisé que « *la tâche du juge de l'article 49 AUPSRVE est de vérifier la régularité formelle des décisions de justice, il ne lui revient pas de remettre en cause des décisions de justice rendues par d'autres juridictions alors surtout que le demandeur a épuisé toutes les voies de recours qui lui sont ouvertes.* » (TPI DE DOUALA ordonnance de référé N°111/0405 du 16 DEC 2004, Ohadata J-05-146) ;

Il échet de rejeter l'exception d'incompétence soulevée par la CNSS et de se déclarer compétent ;

De la recevabilité de l'action

L'action de la société Niger Lait a été introduite suivant les forme et délai légaux ; il y a lieu de la déclarer recevable ;

Au fond

De la validité du commandement

La société Niger sollicite du tribunal de déclarer nul le commandement pour violation des articles 92 et 1-14 de l'AUPSRVE pour non-respect du délai de huit jours avant de pratiquer des saisies et pour violation de l'article 79 du code de procédure civile pour erreur dans la mention de l'identité de la représentante légale dans le commandement ;

La CNSS sollicite le rejet de cette demande car en vertu de l'article 153 de l'AUPSRVE, le créancier peut effectuer des saisies lorsqu'il détient un titre exécutoire sans commandement préalable ;

Il importe de noter qu'aux termes de l'article 153 de l'AUPSRVE « *Tout créancier muni d'un titre exécutoire constatant une créance liquide et exigible, peut pour en obtenir le paiement, saisir entre les mains d'un tiers les créances de son débiteur portant sur une somme d'argent, sous réserve des dispositions particulières à la saisie des rémunérations* » ;

Il en résulte que le détenteur d'un titre exécutoire constatant une créance liquide et exigible peut procéder au recouvrement de sa créance sans commandement préalable ;

Aussi, contrairement aux prétentions de la demanderesse, la formalité de commandement préalable prévue à l'article 92 dudit texte concerne la procédure de saisie vente et non celle de saisie attribution de créance ; il ne saurait être applicable au présent litige ;

De plus, la question du non-respect du délai de huit jours impacte la validité de la saisie et non pas la validité du commandement lui-même ;

Il s'ensuit que, muni de la contrainte, obtenu en vertu des dispositions de la loi relative au contentieux de la sécurité sociale, qui est un titre exécutoire au sens de l'article 33 de l'AUPSRVE, la CNSS peut pratiquer des saisies sans commandement préalable en vertu de l'article 153 de l'AUPSRVE ; il convient de rejeter ce moyen ;

La société NIGER LAIT soulève la nullité du commandement violation de l'article 79 du code de procédure civile pour avoir mentionné une identité différente de celle de sa représentante légale ;

La CNSS sollicite le rejet de cette demande comme étant non fondée en soutenant d'une part qu'il s'agit d'une erreur matérielle sur nom qui ne saurait être blâmable s'il est vrai qu'en droit l'ajout du nom du mari est reconnu et d'autre part qu'elle ne justifie pas d'un grief en vertu de l'article 134 du code de procédure civile ;

S'il est vrai que l'article 79 du code de procédure civile qui dispose que « *Les actes d'huissier de justice indiquent indépendamment des mentions prescrites par ailleurs :*

- 1) *la date : jour, mois et an ;*
- 2) *si le requérant est une personne physique, ses nom, prénoms, profession, nationalités, date et lieu de naissance, domicile et, s'il y a lieu, l'élection du domicile ;*
- 3) *si le requérant est une personne morale, sa forme, sa dénomination, son siège social, son adresse complète et l'organe qui la représente légalement ;*
- 4) *l'objet de l'acte ;*
- 5) *les nom, prénoms et domicile de l'huissier et sa signature.*

Ces mentions sont prescrites à peine de nullité » prescrit toutes ses mentions sous peine de nullité de l'acte d'huissier de justice, il n'en demeure pas moins que la loi a soumis ce principe de nullité à la preuve d'un grief en vertu de l'article 134 du même texte ;

Ainsi, le principe selon lequel il n'y a pas de nullité sans grief a été largement consacré par la jurisprudence constante ; en l'absence de la preuve d'un grief de la part de la société Niger Lait, cette demande ne peut prospérer ;

Il échet, au regard de ce qui précède de débouter la société NIGER LAIT de ses demandes ;

De la caducité de la saisie attribution

La requérante soulève la caducité de la saisie-attribution de créance du 07 mai 2025 pour absence de dénonciation de la part de la CNSS ;

Aux termes de l'article 160 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution : « *dans un délai de huit jours, à peine de caducité, la saisie est dénoncée au débiteur par acte d'huissier de justice ou de l'autorité chargée de l'exécution (...)* » ;

En l'espèce, il est constant que la saisie-attribution de créance pratiquée par 07 mai 2025 par la CNSS n'a été dénoncé à la société NIGER LAIT puisqu'aucun acte dans ce sens n'a été versé au dossier ;

En se refusant d'accomplir la formalité de dénonciation conformément à la loi, la CNSS a rendu, elle-même, sa saisie caduque ;

Il y a lieu dès lors, de constater la violation de l'article 160 de l'AUPSRVE ; déclarer caduque la saisie-attribution de créance 07 mai 2025 et par conséquent en ordonner mainlevée.

De l'interruption de la contrainte

La société NIGER LAIT sollicite du tribunal constater de l'interruption de la contrainte en raison de l'opposition par elle formée en vertu de l'article 89 alinéa 3 de la loi sur le contentieux de la sécurité sociale ;

Il importe de noter que la question de la contrainte en tant titre exécutoire et celle liée aux recours prévus par la loi sur le contentieux de la sécurité sociale relèvent de la juridiction qui l'a délivré ;

Il y a lieu débouter la demanderesse de cette demande comme étant mal fondée ;

Des dépens

Aux termes de l'article 391 du code de procédure civile, toute partie qui succombe est condamnée aux dépens.

En l'espèce, il convient de mettre les dépens à la charge de la CNSS.

Par ces motifs

Le juge de l'exécution

Statuant publiquement, contradictoirement et en 1er ressort ;

- Rejette l'exception d'incompétence soulevée par la CNSS ;
- Se déclare compétent ;
- Déclare recevable l'action de la société NIGER LAIT SA ;
- Déclare caduque la saisie attribution de créance en date 07 mai 2025 pratiquée par la CNSS pour violation de l'article 160 de l'AUPSRVE ;
- Ordonne, en conséquence, mainlevée de ladite saisie attribution ;
- Déboute la société NIGER LAIT SA du surplus de ses demandes ;
- Condamne la CNSS dépens ;

Aviser les parties de leur droit de faire appel de la présente décision dans un délai de huit (08) jours à compter de son prononcé devant le président de la chambre commerciale spécialisée en matière commerciale de la cour d'appel de Niamey par dépôt d'acte au greffe du Tribunal de céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

Et ont signé.

LA PRESIDENTE

LA GREFFIERE